



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Mâcon
37, Boulevard Henri Dunant CS 80 140
71 000 Mâcon Cedex 9

Le, 17/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/03/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MÂCONNAIS BEAUJOLAIS AGGLOMÉRATION

67 esplanade du Breuil – CS 20 811
71 011 Mâcon cedex

Références : BL/NM/2023/M_108
Code AIOT : 0005425560

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/03/2023 dans l'établissement MÂCONNAIS BEAUJOLAIS AGGLOMÉRATION (déchetterie de la Grisière) implanté : « La Grisière » – Mâcon (71 000). L'inspection a été annoncée le 27/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MÂCONNAIS BEAUJOLAIS AGGLOMÉRATION (déchetterie de la Grisière)
- « La Grisière » – 71 000 Mâcon
- Code AIOT : 0025300011
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La communauté d'agglomération Mâconnais-Beaujolais exploité sur son site de « La Grisière » une déchetterie ouverte au public, un quai de transfert des déchets ménagers et une unité de compostage. Le site est régulièrement autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013101-0004 du 11/04/2013. Les installations relatives à la déchetterie relèvent du régime de l'enregistrement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risques accidentels :
 - extincteurs ;
 - détection incendie ;
- risques chroniques :
 - registre des plaintes ;
 - surveillance annuelle des rejets à l'atmosphère ;
 - contrôle des installations de traitement ;
 - surveillance des émissions sonores ;
- situation administrative :
 - modifications apportées aux installations ;
 - quantités annuelles autorisées ;
- autres :
 - matériel abandonné ;
 - accès au site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Activités exercées sur le site	Code de l'environnement, article R. 181-46-II	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Accessibilité du site	Arrêté Préfectoral du 11/04/2013, article 71.4	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Plaintes olfactives	Arrêté Préfectoral du 11/04/2013, article 3.1.3.2	Sans objet
5	Émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 11/04/2013, article 9.2.1.1	Sans objet
6	Émissions olfactives	Arrêté Préfectoral du 11/03/2013, article 9.2.6.2	Sans objet
7	Émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 11/04/2013, article 9.2.5.1	Sans objet
9	Moyens de lutte contre un sinistre	Arrêté Préfectoral du 11/04/2013, article 7.2.3	Sans objet
10	Systèmes de détection	Arrêté Préfectoral du 11/04/2013, article 7.3.4	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Gestion des équipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 11/04/2013, article 1.5.3	Sans objet
2	Autres limites de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 11/04/2013, article 1.2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection :

- 8 non-conformités ont été relevées concernant les thèmes suivants :
 - situation administrative :
 - modifications apportées aux conditions d'exploitation des installations : des modifications apportées aux modalités d'exploitation des installations n'ont pas été portées à la connaissance du préfet en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.
 - risques accidentels :
 - moyens de lutte contre un sinistre : les extincteurs ne sont pas répartis sur l'ensemble des aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques. Certains dispositifs présents ne font pas l'objet d'un contrôle périodique ;
 - détection incendie : l'exploitant ne dispose pas d'une liste des détecteurs établissant par ailleurs leurs fonctionnalités et les opérations de maintenance destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.
 - risques chroniques :
 - registre des plaintes : le registre, formalisant les plaintes communiquées et comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance avec une opération critique, n'est pas tenu à disposition de l'inspection ;
 - surveillance annuelle des rejets à l'atmosphère : les contrôles annuels des émissions générées à l'atmosphère n'ont pas réalisés en 2021 et 2022 malgré le fonctionnement des installations au cours de ces deux années ;
 - contrôle des installations de traitement : les installations de traitement, telles que le biofiltre, n'ont pas été contrôlées en 2021 et 2022 malgré le fonctionnement de ces installations au cours de ces deux années ;
 - surveillance des niveaux sonores : le dernier contrôle des émissions sonores n'a pas été effectué sous un délai de moins de trois ans.
 - autres :
 - accès et horaires : les installations ne sont pas rendues inaccessibles aux utilisateurs en dehors des ouvertures du site en l'absence de maîtrise du périmètre ceinturant le site d'exploitation .

2-4) Fiches de constats

N° 1 : activités exercées sur le site

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 181-46-II
Thème(s) : situation administrative, modifications apportées aux conditions d'exploitation des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : « [...] Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...] »
<p>Constats : L'exploitant informe, s'agissant des dispositions de l'article 1.2.1 de son arrêté préfectoral d'autorisation :</p> <ul style="list-style-type: none">– d'une modification impactant la rubrique 2710-1. Le volume des déchets dangereux stockés sur le site est de 6,98 tonnes au lieu de 3 tonnes autorisées. Le régime des installations n'est pas modifié. Elles demeurent soumises à déclaration à un niveau d'activité néanmoins proche du seuil d'enregistrement fixé à 7 tonnes ;– de l'ajournement des activités de broyage (rubrique 2260-2b) suite à un changement de prestataire et de contrat. Le broyage des déchets verts n'est plus effectué sur le site ;– de l'ajournement des activités de compostage (rubrique 2780-1c) suite à un changement de prestataire et de contrat. Seul le compost produit et mûré dans une autre installation, est désormais ré-importé sur le site pour être vendu. La prestation est assurée par l'entreprise « Écorce ». <p>Ces modifications apportées aux installations ou à leurs conditions d'exploitation n'ont pas été portées, au préalable, à la connaissance du préfet.</p> <p>L'inspection des installations classées relève une non-conformité constatant que les modifications survenues sur le site n'ont pas été portées, au préalable, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation, et ce, contrairement aux dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : autres limites de l'autorisation

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 11/04/2013, article 1.2.3
Thème(s) : situation administrative, quantités annuelles autorisées
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : « Le tonnage annuel de déchets réceptionnés dans les installations suivantes, se répartit de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none">• installation de transit de déchets non dangereux en provenance de la collecte des communes adhérentes au SICTOM : 20 000 tonnes ;• installation de compostage de matières végétales : 9 000 tonnes dont :<ul style="list-style-type: none">◦ 6 750 tonnes destinées à être compostées sur le site ;◦ 2 250 tonnes destinées à être compostées en installation agricole après broyage sur le site. [...] »
Constats : L'exploitant indique, post-inspection (courriel du 11/04/2023), les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">– le tonnage maximum annuel destiné à être composté sur le site (6 750 tonnes) est respecté en 2022 (absence de compostage depuis le 1^{er} août 2022) ;– le tonnage maximum annuel destiné à être broyé sur le site (2 250 tonnes) est respecté (environ 1500 tonnes pour 2022) ;– le tonnage maximum annuel en transit (20 000 tonnes au niveau du quai de transfert), issu de la collecte des communes adhérentes, est respecté (environ 15 000 tonnes en 2022).
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 3 : gestion des équipements abandonnés

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 11/04/2013, article 1.5.3
Thème(s) : autre, matériel abandonné
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : « Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents. »
Constats : Lors du contrôle de ce jour, il n'a pas été relevé d'équipements abandonnés. Le compacteur, observé lors de la précédente inspection de 2016, a été évacué du site.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 4 : plaintes olfactives

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 11/04/2013, article 3.1.3.2
Thème(s) : risques chroniques, registre des plaintes
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : « L'exploitant tient à jour un registre, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, des éventuelles plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance avec une opération critique. [...]. »
<p>Constats : Lors du contrôle de ce jour, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de l'existence d'un registre des plaintes, notamment olfactives, tenu à la disposition de l'inspection.</p> <p>L'exploitant indique qu'une adresse courriel peut être utilisée par les tiers pour signaler une anomalie, un dysfonctionnement ou matérialiser une réclamation (courriel : gestiondechets@mb-agglo.com). Par courriel du 11/04/2023, l'exploitant indique avoir mis en place le registre attendu.</p> <p>L'inspection des installations classées relève une non-conformité constatant, le jour du contrôle, l'absence d'un registre, tenu à la disposition de l'inspection, formalisant les plaintes communiquées et comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance avec une opération critique.</p>
Type de suites proposées : susceptible de suites
Proposition de suites : sans objet

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 11/04/2013, article 9.2.1.1								
Thème(s) : risques chroniques, surveillance annuelle des rejets à l'atmosphère								
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet								
Prescription contrôlée : « L'exploitant procède à des analyses de la composition des gaz captés dans son installation suivant la fréquence définie dans le tableau suivant :								
<table><tr><td>Paramètres</td><td>Fréquence</td></tr><tr><td>H2S</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>NH3</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Mercaptans</td><td>Annuelle</td></tr></table>	Paramètres	Fréquence	H2S	Annuelle	NH3	Annuelle	Mercaptans	Annuelle
Paramètres	Fréquence							
H2S	Annuelle							
NH3	Annuelle							
Mercaptans	Annuelle							
Les résultats d'analyses sont conservés par l'exploitant et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »								
Constats : l'exploitant n'a pas procédé aux analyses annuelles prescrites par son arrêté préfectoral d'exploitation. Il n'y a pas eu de mesures en 2021 et 2022 notamment. Par courriel du 11/04/2023, l'exploitant indique que les activités de compostage ont été arrêtées au 1 ^{er} août 2022.								
L'inspection des installations classées relève une non-conformité constatant l'absence de mesure annuelle des émissions issues du biofiltre en 2021 et 2022, et ce, contrairement aux dispositions de l'article 9.2.1.1 de son arrêté préfectoral d'autorisation pris en référence.								
La mise à l'arrêt du dispositif de traitement des émissions atmosphériques et son évacuation du site constituent des modifications apportées aux installations et à leurs modalités d'exploitation qui n'ont pas été portées, au préalable, à la connaissance du préfet de Saône-et-Loire (cf : fiche de constat n° 1 du présent rapport).								
Observations : L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que les modifications apportées aux installations ou à leurs conditions d'exploitation, notamment en cas de remise en service d'une activité de compostage après un arrêt prolongé (ex : renouvellement d'un marché public), devront être portées, au préalable, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation utiles en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement.								
Type de suites proposées : susceptible de suites								
Proposition de suites : sans objet								

N° 6 : émissions olfactives

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 11/03/2013, article 9.2.6.2
Thème(s) : risques chroniques, contrôle des installations de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : « L'exploitant fait procéder au contrôle des équipements de traitement des odeurs, tel que biofiltres, au minimum tous les ans. Ces contrôles sont réalisés par un organisme disposant des connaissances et des compétences requises. Les résultats de ces contrôles, précisant l'organisme qui les a réalisés et les conditions dans lesquels ils sont réalisés, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. ».
Constats : l'exploitant n'a pas procédé aux contrôles annuels prescrits par son arrêté préfectoral d'autorisation, notamment en 2021 et 2022. Par courriel du 11/04/2023, l'exploitant indique que les activités de compostage ont été arrêtées au 1 ^{er} août 2022. L'inspection des installations classées relève une non-conformité constatant l'absence de contrôle annuel du biofiltre en 2021 et 2022, et ce, contrairement aux dispositions de l'article 9.2.6.2 de son arrêté préfectoral d'autorisation pris en référence. La mise à l'arrêt du dispositif de traitement des émissions atmosphériques et son évacuation du site constituent des modifications apportées aux installations et à leurs modalités d'exploitation qui n'ont pas été portés, au préalable, à la connaissance du préfet de Saône-et-Loire (cf : fiche de constat n° 1 du présent rapport).
Observations : L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que les modifications apportées aux installations ou à leurs conditions d'exploitation, notamment en cas de remise en service d'une activité de compostage après un arrêt prolongé (ex : renouvellement d'un marché public), devront être portées, au préalable, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation utiles en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : susceptible de suites
Proposition de suites : sans objet

N° 7 : émissions sonores

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 11/04/2013, article 9.2.5.1
Thème(s) : risques chroniques, surveillance des niveaux sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : « Une mesure de la situation acoustique est effectuée [...] tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié [...]. Les résultats des mesures sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration. »
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la réalisation d'une mesure de moins de trois ans des émissions sonores générées par ses activités. L'inspection des installations classées relève une non-conformité constatant l'absence d'une mesure de la situation acoustique datant de moins de trois ans par un organisme, ou une personne, qualifié(e), et ce, contrairement aux dispositions de l'article 9.2.5.1 de l'arrêté préfectoral applicable. Par courriel du 11/04/2023 (post-inspection), l'exploitant a été en mesure de justifier la production d'un bon de commande signé référencé n° 23DD00269 en date du 27/03/2023 s'agissant du fournisseur n° 122948 (CONTROLE DB). Le bon de commande fait suite au devis n° 2023-03-33 du 24/03/2023.
Type de suites proposées : susceptible de suites
Proposition de suites : sans objet

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 11/04/2013, article 71.4
Thème(s) : autre, accès et horaires
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
<p>Prescription contrôlée : « En dehors des heures d'ouverture, les installations sont rendues inaccessibles aux utilisateurs. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel.</p> <p>Les jours et heures d'ouverture ainsi que la liste des déchets acceptés sont affichés visiblement à l'entrée de l'installation. »</p>
<p>Constats : Les constats effectués le jour du contrôle ne permettent pas d'établir que les installations sont rendues inaccessibles aux utilisateurs en dehors des heures d'ouverture. L'inspection relève en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> – la présence de deux sentiers desservant les installations par le nord et le sud du site ; – l'absence de barrière à un accès secondaire ; – l'absence de clôture sur l'intégralité du périmètre autorisé. <p>Ces éléments ne permettent pas d'établir que les installations sont rendues inaccessibles aux utilisateurs en dehors des heures d'ouverture.</p> <p>L'inspection des installations classées relève une non-conformité constatant que les installations ne sont pas rendues inaccessibles en dehors des ouvertures du site aux utilisateurs, et ce, contrairement aux dispositions de l'article 71.4 de l'arrêté préfectoral du 11/04/2013 pris en référence.</p>
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 11/04/2013, article 7.2.3
Thème(s) : risques accidentels, extincteurs
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
<p>Prescription contrôlée : « L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]»</p> <ul style="list-style-type: none"> – d'une réserve d'eau de 180 mètres cubes située à l'Est du site, destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. [...] – d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. [...] <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur ».</p>
<p>Constats : Le site dispose d'une réserve accessible de 180 m³ située à l'est.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a été en mesure de justifier du contrôle et de l'entretien de 2 extincteurs pour l'ensemble du site. La présence d'un troisième extincteur est relevée dans le local des chauffeurs sans que sa vérification annuelle ne soit établie de même que pour un robinet incendie armé (RIA) situé dans le local de stockage des huiles.</p> <p>L'inspection relève l'absence d'extincteurs au niveau du local accueillant les déchets dangereux, local réputé comme pouvant présenter un risque spécifique d'incendie compte tenu de la nature des déchets. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la présence d'extincteurs sur les aires extérieures.</p> <p>L'inspection des installations classées relève une non-conformité constatant :</p> <ul style="list-style-type: none"> – l'absence d'extincteurs sur les aires extérieures ; – l'absence d'extincteurs à proximité ou dans le local accueillant le stockage des déchets dangereux, local présentant un risque spécifique d'incendie ; – l'absence de vérification périodique s'agissant de l'extincteur du local « chauffeurs » et du RIA du local « huiles », et ce, contrairement aux dispositions de l'article 7.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/04/2013 pris en référence. <p>Par courriel du 11/04/2023 (post-inspection), l'exploitant a transmis les devis référencés :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Eurofeu solutions CR 10803054-1 du 28 mars 2023 relatif à l'installation, sur le site, de 6 extincteurs et d'une signalétique appropriée ; – Eurofeu solutions CR 10805443-1 du 05/04 2023 relatif au remplacement d'une vanne d'alimentation en eau d'un robinet incendie armé défectueux.
Type de suites proposées : susceptible de suites
Proposition de suites : sans objet

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 11/04/2013, article 7.3.4
Thème(s) : risques accidentels, détection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
<p>Prescription contrôlée : « Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée [...] en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. [...] »</p>
<p>Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier d'une liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Lors du contrôle de ce jour, il est relevé en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> – dans le local destiné au stockage des huiles : un détecteur de fumée, endommagé (capot de protection détérioré) et non alimenté (pas de piles) ; – dans le local destiné au stockage de déchets dangereux : un détecteur de fumée dont l'efficacité n'est pas établie (i.e : pile potentiellement usagée). <p>L'inspection des installations classées relève une non-conformité constatant l'absence d'une liste des détecteurs établissant par ailleurs leurs fonctionnalités et les opérations de maintenance destinées à maintenir leur efficacité dans le temps, et ce, contrairement aux dispositions de l'article 7.3.4 de l'arrêté préfectoral du 11/04/2013 pris en référence.</p> <p>Par courriel du 11/04/2023 (post-inspection), l'exploitant a été en mesure de transmettre à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le devis SONEPAR n° 0009553601 du 21/03/2023 relatif à la fourniture de 10 détecteurs de fumées dont 7 doivent être installés sur le site de la Grisière ; – le bon de commande signé n° 23DD00271 daté du 27/03/2023 et relatif à la commande de 10 détecteurs de fumées auprès du fournisseur n° 124159 (SONEPAR SUD-EST) ; – la notice descriptive complète des détecteurs de fumées : modèles Ei650F et Ei650WF.
Type de suites proposées : susceptible de suites
Proposition de suites : sans objet